

de l'effet des stabilisateurs économiques qui jouent afin d'éviter aux Canadiens les affres d'une récession assez sérieuse.

Donc, si on ne veut pas augmenter le déficit, il faut aller chercher l'argent ailleurs, et je ne reprendrai pas la démonstration du ministre des Finances à l'effet que la marge de manœuvre du gouvernement est fort mince. Bien sûr, je suis le premier à l'admettre, et je serai le premier à exhorter le ministre des Finances à le faire. Il peut encore exister certains programmes qui sont soit redondants, soit inutiles ou trop coûteux, etc. Et si ces programmes existent—et ils existent—j'espère qu'on aura le courage, la volonté de les éliminer le plus rapidement possible, j'espère, d'ici le prochain budget. Mais que ceux qui prétendent que ces programmes vont chercher dans les milliards se détrompent. Il s'agira le plus souvent de quelques millions de dollars grappillés ici ou là, de quelques officines oubliées dans tel ou tel édifice gouvernemental, avec quelques employés qui continuent à œuvrer dans un domaine qui est peut-être moins important aujourd'hui qu'il ne l'était quand il a été mis en place.

Quelques millions, vous me direz, c'est important et cela est vrai et c'est la raison pour laquelle, je le répète, j'exhorte le ministre des Finances à explorer à la loupe, et avec minutie tous les aspects des programmes gouvernementaux, et à éliminer ceux de ces programmes qui ne semblent pas indispensables dans l'état actuel des choses. Mais le montant de l'argent que nous récupérerons, selon toutes probabilités, sera quand même minime eu égard à la taille du déficit, et ce n'est pas à ces quelques dizaines ou même à ces quelques centaines de millions qu'il pourrait récupérer qui feront une très grande différence dans le domaine, par exemple, de la création d'emplois si on les redirigeait dans ce domaine. Pour moi, je déplore bien sûr que nous ne puissions pas faire plus pour les Canadiens qui sont sans emploi et pour ceux en particulier qui bientôt ne pourront plus bénéficier du programme d'assurance-chômage, je le regrette sincèrement, et j'eusse espéré que nous puissions y consacrer encore plus d'argent. Mais pour ce faire, il aurait sans doute fallu augmenter considérablement le déficit actuel.

[Traduction]

**M. Keeper:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Pourrais-je poser une question au député à propos de ce qu'il est en train de dire?

**M. Lachance:** Volontiers, mais une fois que j'aurai terminé.

[Français]

Alors, il aurait fallu augmenter ce déficit de façon considérable, et dans l'état actuel des choses, je pense que la solution proposée par le ministre, ce plan relativement modeste mais important quand même permettra aux plus touchés d'anticiper une aide gouvernementale, et il faudra possiblement attendre que l'économie reprenne un peu du poil de la bête pour que nous puissions faire plus.

Le Canada est une nation commerçante, c'est ce qu'il faut absolument s'ancrer dans la tête, et à cet égard les entreprises canadiennes font bien. Elles font bien dans une conjoncture internationale difficile. Jusqu'au 31 août 1982, le commerce canadien avait une balance positive de l'ordre de 11.1 milliards de dollars. Ce qui est 4.4 milliards de dollars de plus que pour la période correspondante de l'année précédente. Cela démontre donc qu'il y a une vitalité certaine dans l'économie canadienne, et qu'il y a lieu avec le ministre des Finances d'espérer

### *Pouvoir d'emprunt supplémentaire*

qu'aussitôt une reprise internationale sera amorcée, reprise qui commence à pointer aux États-Unis, le Canada, s'il est équipé pour y faire face et pour en bénéficier, il devrait être en mesure de se sortir relativement rapidement des problèmes auxquels il doit faire face aujourd'hui. Éventuellement le chômage diminuerait, et même s'il ne diminuait pas aussi vite qu'on le voudrait au moins le gouvernement pourrait mieux qu'aujourd'hui et plus qu'aujourd'hui les aider directement par des programmes de création d'emplois. J'en viens maintenant aux programmes sociaux, monsieur le président, et je voudrais dire une chose, c'est que s'il existe un domaine où le Canada peut être fier de ses accomplissements depuis des dizaines d'années c'est celui du domaine social. C'est la raison pour laquelle j'ai été fort inquiet avec beaucoup d'autres des rumeurs qui ont circulé au cours des dernières semaines alors que le ministre des Finances devait préparer sa déclaration économique, rumeurs qui trouvaient leur fondement dans certaines déclarations ou dans certains extraits de déclarations parfois pris hors contexte, mais rumeur qui a quand même eu pour effet d'inquiéter beaucoup de Canadiens, de parlementaires, et rumeur finalement qui se terminait lorsque le premier ministre (M. Trudeau) il y a une dizaine de jours à la fin d'une réunion au lac Meach affirmait sans ambages que non cette question-là bien qu'importante bien sûr et bien que pertinente à la réévaluation qui sous-tendait le processus de préparation du document budgétaire de la déclaration économique serait laissée où elle était, qu'il n'était pas question d'y toucher, que pour l'instant on ferait des coupures peut-être ailleurs, mais que les programmes sociaux devaient rester le filet de sécurité qui permet au Canadiens d'espérer et d'anticiper qu'en cas de difficulté ils puissent avoir l'aide voulue et passer au travers de l'épreuve.

• (1500)

De même j'ai été fort heureux, monsieur le président, lorsque le ministre lui-même dans sa déclaration disait:

En second lieu, nous ne devons pas abandonner les victimes de la récession dans l'espoir fallacieux de hâter ainsi la reprise. Ce gouvernement a travaillé sans relâche depuis des décennies à mettre en place un système de sécurité sociale qui apporte une aide efficace aux Canadiens qui en ont besoin. Nous ne sabrerons pas dans ce système au moment même où il est le plus indispensable aux Canadiens. Dans une optique plus constructive, nous continuerons de chercher les moyens d'améliorer nos programmes sociaux et de les rendre plus efficaces pour ceux qui ont besoin d'aide.

Voilà donc une question que plusieurs pensaient réglée. Malheureusement, et je suis de nouveau inquiet, certaines déclarations récentes laissent à penser que la question des programmes sociaux est encore en discussion, malgré l'affirmation du premier ministre et à l'encontre de la déclaration du ministre des Finances, et que le gouvernement dans ces temps difficiles que nous traversons envisagerait de réorganiser certains de ses programmes. Ce qui faisait dire à un éditorialiste du journal *Le Devoir* ce matin qu'il était urgent que la question soit clarifiée et que les Canadiens ne pouvaient se permettre ce type d'incertitude. Entendons-nous bien, monsieur le président, je suis le premier à penser que nous devrions nous pencher sur les programmes sociaux, que nous devrions essayer autant que faire se peut de donner à ceux qui en ont le plus besoin plus qu'ils ont en ce moment. Mais cette étude ne doit pas se faire à la pièce et à coups de titres sensationnels dans les journaux. C'est là une étude, une analyse, une évaluation qui doit se faire de façon raisonnée et raisonnable, informée, et je me permettrais d'espérer, monsieur le président, que ceux qui font des